



Un nouveau chef désigné pour les "Forces Populaires", milice armée par Israël à Gaza

Description

La milice armée par Israël des "Forces Populaires" a désigné un nouveau commandant après le décès du précédent la semaine dernière.

Par l'Agence Média Palestine, le 9 décembre 2025



article

Un nouveau chef désigné pour les “Forces Populaires”, milice armée par Israël à Gaza

AGENCE MEDIA PALESTINE

Un nouveau commandant de l'organisation criminelle autoproclamée des [Forces Populaires](#) à Gaza, a été désigné jeudi 4 décembre 2025 après l'annonce du décès de leur fondateur, Yasser Abu Shabab. Ce groupe, armé par Israël et impliqué dans le pillage de l'aide humanitaire, dont certains membres auraient prêté allégeance à Daesh ou à Al-Qaïda, se

revendique comme une alternative au Hamas dans la bande de Gaza.

Ghassan al-Duhaini, 39 ans, est un ancien officier des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, où il détenait le grade de lieutenant. Il a ensuite rejoint Jaysh al-Islam, une faction armée basée à Gaza et idéologiquement liée à l'EIIL (Daech).

La milice a annoncé vendredi sur son compte Facebook qu'il avait été désigné comme successeur à Abu Shabab, et Ghassan al-Duhaini s'est engagé à poursuivre les opérations du groupe contre le Hamas. Mais le nouveau chef semble avoir été de facto en tête de la milice depuis longtemps, quand Abu Shabab en était surtout le visage.

Il apparaît en effet sur de nombreuses vidéos documentant les opérations du groupe, et le Hamas le classe parmi ses personnalités les plus recherchées, l'accusant de collaborer avec Israël, de piller l'aide humanitaire et de recueillir des renseignements sur les itinéraires des tunnels et les sites militaires.

Un visage palestinien au nettoyage ethnique

La milice autoproclamée des Forces Populaires compte entre 100 et 300 membres, elle est basée à Rafah, près du point de passage de Karem Abu Salem, le seul point d'entrée par lequel Israël autorise actuellement l'aide humanitaire à entrer dans Gaza.

Une deuxième unité se trouve à l'ouest de Rafah, près du tristement célèbre point de distribution d'aide américain-israélien GHF, où des centaines de Palestiniens, venus chercher de l'aide, ont été abattus.

Ces zones sont actuellement sous contrôle israélien, et les Palestiniens n'ont pas le droit d'y circuler, ce qui renforce l'hyptohèse qu'Israël arme, contrôle et protège le groupe, qui est accusé par de nombreux Palestiniens et par le Hamas d'avoir pillé l'aide humanitaire tout au long du génocide en cours depuis deux ans.

En effet, si Israël accuse le Hamas de piller les ressources entrant à Gaza, les travailleurs humanitaires internationaux affirment que ce sont les milices d'Abu Shabab qui pillent systématiquement l'aide humanitaire. Une note interne de l'ONU obtenue par le *Washington Post* désigne spécifiquement Abu Shabab comme « l'acteur principal et le plus influent derrière le pillage systématique et massif à Gaza ».

L'ex-visage des Forces Populaires, Yasser Abu Shabab, emprisonné à plusieurs reprises par le Hamas pour trafic de drogue, avait été recruté par les renseignements israéliens, le Shin Bet, comme ils avaient ravivé plusieurs médias israéliens en juin dernier.

L'objectif assumé du Shin Bet était d'armer des milices pour imposer une gouvernance alternative dans la zone confinée de Rafah, mais de nombreux analystes considèrent que ces groupes ne représentent pas une alternative crédible mais plutôt un facteur de chaos social destiné à rendre Gaza encore plus invivable.

Depuis l'entrée en vigueur du [cessez-le-feu](#) en octobre dernier, Israël tente de faire adopter un plan consistant à établir à Rafah des [communautés sés alternatives](#),

sortes de zones humanitaires où les civils seraient encouragés à émigrer, sans possibilité de rentrer chez eux par la suite. Ce projet conduirait à la division de Gaza en deux, et au déplacement forcé de centaines de milliers de Palestiniens.

Les Forces Populaires, basées à Rafah, pourraient continuer de tirer profit de l'occupation israélienne dans ces communautés sœurs alternatives, et Israël semble trouver la situation commode, donnant une sorte de visage palestinien au nettoyage ethnique.

Ce sont des personnalités locales influentes qui peuvent prendre le contrôle de leur région, de leur famille ou de leur tribu et empêcher le Hamas d'être présent, expliquait-il y a quelques mois Yaakov Amidror, ancien général israélien et conseiller à la sécurité nationale. Nous pouvons alors les soutenir et, s'ils peuvent faire partie de la solution, c'est parfait. Si le pire devait arriver, ce serait comme en Somalie. Personne ne contrôlerait quoi que ce soit. Ce serait mauvais pour Israël, mais mieux que d'avoir le Hamas.

date créée

2025/12/09